

Publié le 1^{er} octobre 2021

Affaire des sous-marins : comment pouvait-il en être autrement ?

La perte par la France du contrat de plusieurs milliards de dollars pour la vente de sous-marins à l'Australie était logique : elle s'explique autant par la nouvelle géopolitique du Pacifique que par nos propres faiblesses, celles d'aujourd'hui et celles d'hier, que nous n'avons jamais réparées.

Il faut bien le dire, si la méthode est contestable, la décision australienne elle-même a tout son sens. D'abord, elle est parfaitement légale. En effet, chaque contrat contient des phases. Le passage d'une phase à une autre dépend de la décision de l'acheteur¹. De plus, les grands contrats, on le sait, sont un peu un domaine de gangsters : pressions, intoxications et coups fourrés, sans même parler du reste, les «arrangements» financiers. Il faut se rappeler aussi que ce n'est pas la première fois que cela nous arrive². Et nous l'avons fait nous-mêmes aux autres : aux Russes, à qui nous avons refusé en 2014 de livrer les frégates Mistral commandées, sous la pression des Américains³. À l'époque, personne ne nous a traités de voyous. Quand un client nous «plante», c'est insupportable, mais quand c'est nous qui annulons (alors que la commande est prête !), ça ne l'est pas ? Il faudrait savoir !

Ensuite, on sait que les Américains ne sont pas très «partageurs» pour ce qui est de leur commerce. L'une des raisons du maintien de l'OTAN, par-delà le fait de «ficeler» les pays de la faible Europe, est de leur vendre leur matériel. Il semble inconcevable, à ce titre, que cet ensemble européen, dont nous nous disons si fiers, n'achète même pas des armes européennes. Et pourtant... On a vu aussi l'usage qu'ils font de l'extraterritorialité de leur droit, la façon dont ils nous ont traités (affaire Alstom, Iran, etc.). Est-ce que nous avons *vraiment* protesté par le passé pour tout cela ?

Une décision logique quant au contexte géopolitique

Mais surtout, la décision australienne est logique par rapport au contexte géopolitique du Pacifique aujourd'hui. En effet, celui-ci s'est profondément dégradé en quelques années, à cause de la poussée chinoise⁴. Alors que l'Australie était, il y a seulement dix ans, un partenaire commercial extrêmement important pour la Chine, celle-ci a cru bon de prendre, au fur et à mesure de sa militarisation très rapide, systématiquement pour cible ce pays, croyant qu'il plierait et qu'il serait ainsi, pour le reste de la région, un exemple sinon de vassalisation, au moins d'acceptation de sa domination. C'est le contraire qui s'est produit. L'Australie a pris peur. Elle a rejoint l'AUKUS⁵, ce qui la place à l'intérieur du «parapluie» américain. Dans ces conditions, disposer de sous-marins à

1 - Avec, probablement, des compensations financières à la clef.

2 - Voir : «Armement : où va la France en Arabie Saoudite ?» (latribune.fr).

3 - «La France remboursera 1,2 milliard à la Russie pour les frégates Mistral» (voir lci.fr).

4 - Voir : «Mer de Chine du Sud : le centre du monde» (SRP du 17 mars 2021), «Hong Kong doit disparaître» (SRP du 1^{er} avril 2021) et «Le plan de la Chine pour vaincre les États-Unis» (SRP du 15 avril 2021).

5 - Voir sur [Wikipedia](https://fr.wikipedia.org/wiki/AUKUS).

propulsion nucléaire, beaucoup plus furtifs et aussi d'une interopérabilité parfaite avec les USA, avait tout son sens. À partir du moment où la Chine devenait directement menaçante, il aurait été assez illogique, il faut le reconnaître, d'agir autrement.

Mais, par ailleurs, dans ce contexte géopolitique très tendu, nous avons tout fait pour miner nous-mêmes notre position. En effet, nous laissons planer, depuis les accords de Nouméa de 1998⁶, un doute sur la souveraineté de l'un de nos importants territoires, la Nouvelle Calédonie. Nous avons même fait la folie furieuse de donner à cette île non pas une, mais *trois* chances⁷ de devenir indépendante ! Quel pays de la région, dans ces conditions, irait accorder sa confiance à un partenaire si peu fiable qu'il ne peut même pas garantir son intégrité territoriale, et qui pourrait, d'ici quelques mois, laisser son ancienne colonie devenir un nouveau «porte-avions» chinois ? Pense-t-on que ce scénario est impossible ? Pense-t-on que les Chinois se gênent en ce moment pour «travailler au corps» tous les leaders du pays, pour qu'ils nous abandonnent ? Et que peuvent penser de nous nos partenaires australiens, néo-zélandais et autres, dans ces conditions ? Que ferions-nous à leur place ? À cause de l'idéalisme socialiste de nos gouvernants, nous nous sommes tirés non pas une balle, mais toute une rafale dans les pieds...

La France ne cesse de rabaisser sa propre image

En plus de cette faute géopolitique régionale majeure, nous ne cessons, en métropole, par notre propagande démagogique, de rabaisser notre propre image :

- Nous disons *urbi et orbi* que nous n'avons «pas de culture⁸», que nous sommes coupables de «crimes contre l'humanité⁹».
- Nous disons *urbi et orbi* que nous voulons nous «fondre dans l'Europe¹⁰».
- Nous faisons tout pour dénaturer nos symboles : nous rendons un hommage à Bébel aux Invalides et, en même temps, nous laissons «emballer» l'Arc de triomphe, qui abrite la tombe du Soldat inconnu. Sommes-nous devenus fous ?

Si nous ne croyons plus à nous-mêmes, si nous dénaturons notre propre image et notre autorité, pourquoi voudrions-nous que les autres nous respectent ? Si nous nous humiliions sans cesse, qu'avons-nous à dire si les autres nous humilient ? Si nous ne sommes qu'une province européenne, en quoi le fait de perdre un contrat d'armement toucherait-il notre ego ?

Enfin, cette décadence voulue et entretenue par démagogie mondialiste par nos élites et nos chefs est confirmée par notre Histoire récente. En effet, qu'avons-nous résolu depuis quarante ans ? De nos problèmes d'immigration, de nos fractures sociale et ethnoculturelle, de notre désindustrialisation, de notre administration pléthorique et inefficace, de notre balance commerciale éternellement déficitaire, de nos structures éducatives en déclin constant, de notre système politique

6 - Voir sur [Wikipedia](#).

7 - Le 4 novembre 2018, le 4 octobre 2020 et très prochainement, le **12 décembre 2021**.

8 - Déclaration d'Emmanuel Macron le 6 février 2017. Voir : Emmanuel Macron et le reniement de la culture française ([lefigaro.fr](#)).

9 - Pendant la campagne électorale, en février 2017.

10 - C'est toute la politique européenne d'Emmanuel Macron.

vermoulu et bloqué, de notre sécurité sociale à la merci de tous les voleurs¹¹, de notre sécurité et de notre justice impuissantes, de notre place dans l'Europe à la remorque de l'Allemagne, qu'avons-nous résolu ? Notre inefficacité chronique et pathologique, nos interlocuteurs les connaissent par cœur. Que faisons-nous, à part donner le change ? Si la réussite fait le respect, pour les perdants, c'est «*vae victis*¹²». La vérité, c'est que pour les autres, nous sommes devenus des «*losers*». Dans ces conditions, si l'on nous prend un contrat, pourquoi même nous prévenir ?

Comment sortir de là ?

Comment sortir de là ? Pour l'affaire des sous-marins, deux réponses possibles :

- L'une serait, bien sûr, de quitter l'OTAN. Cette institution sort du départ de l'Afghanistan très fragilisée¹³. La quitter serait peut-être un coup de grâce, mais quel profit pour nous ? Certainement, cela nous rendrait, sur le plan diplomatique, beaucoup de souplesse. Dans les conditions présentes, pouvoir parler plus facilement aux Russes, ne pas nous faire entraîner *ipso facto* dans un conflit américano-chinois aurait de grands avantages. Est-ce le positionnement que nous voulons ?
- L'autre pourrait être d'y rester, s'il s'avère que les Américains choisissent, pour des raisons stratégiques, de quitter ce «vieux machin» devenu sans objet, pour se concentrer sur le Pacifique. Dans ces conditions, quelles seraient nos chances d'être les leaders d'une future défense européenne ? Que pensent les Polonais et les Baltes, éternels opposants à cette solution ? Ont-ils évolué sur la question ? Et pourrions-nous l'imposer aux Allemands ?
- Est-ce que la chose pourrait se négocier avec les Américains, contre notre promesse de ne pas quitter et saborder l'OTAN tout de suite ? Nous serions les seuls à pouvoir prétendre à ce poste, les Anglais n'étant plus dans l'UE, et les Allemands ne pouvant s'afficher militairement.

Libres, souples et non alignés d'un côté, leaders d'une future défense européenne de l'autre, il y a des choses à discuter à partir de notre position d'aujourd'hui. Dans les deux cas, il faut une parole forte. Il faut que nous soyons crédibles. Aujourd'hui, nous ne le sommes pas, mais demain ? À nous de reprendre notre destin en main.

Il faut prendre notre temps, et bien peser les choses. Et puis, *il faut choisir*. En politique, les circonstances, même néfastes, sont toujours des opportunités pour construire autre chose. À quelque chose, malheur est bon. Mais que voulons-nous ? C'est la seule vraie question.

François Martin

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr

11 - Voir : Charles PRATS, *Cartel des fraudes*, Éditions Ring, 2020. [Fraude sociale : « une pension de retraite sur deux est versée à une personne née à l'étranger »](#) (Bing video).

12 - Malheur aux vaincus.

13 - Voir : [«Afghanistan : le changement des fondamentaux géopolitiques»](#) (SRP du 24 septembre 2021).